



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service du commissariat des armées  
Groupement de soutien commissariat de Toulon  
Division conduite du soutien / Département R2HL  
Bureau restauration loisirs non étatique  
Cercle de la BdD de Toulon**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(CCP)  
N° 2025 053 CBdDT 2025**

**Objet :** Exploitation et gestion d'un point de révision de vélos mécaniques et électriques au profit des sites de la Naïade à Toulon, de la BAN à Hyères, du PEM Saint Mandrier et du 54<sup>ème</sup> RA à Hyères.

Glossaire

CCP	Cahier des clauses particulières
BPF	Bordereau de prix forfaitaire
CBdDT	Cercle de la base défense de Toulon

CPV : 50000000-5 Service de réparation et d'entretien

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
<b>2.1 MODE DE PASSATION : .....</b>	<b>3</b>
<b>2.2 DUREE DU MARCHE : .....</b>	<b>3</b>
<b>2.3 LIEUX D'EXECUTION.....</b>	<b>4</b>
<b>2.4 PRESTATIONS DEMANDEES.....</b>	<b>4</b>
<b>2.5 OBLIGATION DU TITULAIRE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>2.6 CESSION DU CONTRAT ET SUBDELEGATION .....</b>	<b>5</b>
<b>2.7 CONTROLE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : DISPOSITIONS LIEES A L'ACTIVITE .....</b>	<b>5</b>
<b>3.1 HORAIRES D'OUVERTURE DE L'ETABLISSEMENT MOBILE.....</b>	<b>5</b>
<b>3.2 PERIODE DE PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>3.3 DELAIS D'EXECUTION DE L'ACTIVITE .....</b>	<b>5</b>
<b>3.4 OBLIGATION DE RESULTAT .....</b>	<b>5</b>
<b>3.5 ASSURANCE .....</b>	<b>6</b>
<b>3.6 DISPOSITIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE ET A SON PERSONNEL .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....</b>	<b>6</b>
<b>4.1 REMUNERATION DU TITULAIRE DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>4.2 FORME DES PRIX.....</b>	<b>6</b>
<b>4.3 Variation des prix .....</b>	<b>7</b>
<b>4.4 Clause butoir .....</b>	<b>7</b>
<b>4.5 Clause de sauvegarde .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 : AVANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 : MODE DE REGLEMENT .....</b>	<b>7</b>
<i>Article 6.1 Modalités d'établissement de la facture .....</i>	<i>7</i>
<i>Article 6.2 Transmission des factures par voie dématérialisées .....</i>	<i>8</i>
<i>Article 6.3 Délai global de paiement.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 6.4 Intérêts moratoires.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 6.5 Nantissement.....</i>	<i>8</i>
<b>ARTICLE 7 : DROIT – LANGUE – MONNAIE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE : .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 : PENALITE / RESILIATION.....</b>	<b>9</b>
<b>9.1 PENALITE .....</b>	<b>9</b>
<b>9.1.1 PENALITE POUR ABSENCE DE SERVICE .....</b>	<b>9</b>
<b>9.1.2 Pénalités pour retard de présentation des pièces administratives .....</b>	<b>9</b>
<b>9.1.3 EXONERATION DES PENALITES.....</b>	<b>9</b>
<b>9.2 RESILIATION .....</b>	<b>9</b>
<b>9.3 RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....</b>	<b>10</b>
<b>9.4 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 : CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES .....</b>	<b>11</b>
<b>11.1 Personnes habilitées .....</b>	<b>11</b>
<b>11.2 Respect du droit du travail.....</b>	<b>11</b>
<b>11.3 Prestations supplémentaires éventuelles.....</b>	<b>11</b>
<b>11.4 Tribunaux compétents .....</b>	<b>11</b>

## **Contexte actuel :**

Dans une démarche écologique et afin d'encourager le personnel à adopter un moyen de transport alternatif, le cercle de la base de défense de Toulon souhaite solliciter l'intervention d'un atelier mobile de révisions de vélos au profit des sites de la Naïade à Toulon, de la BAN de Hyères, du PEM de Saint-Mandrier et du 54ème RA à Hyères.

## **Article 1 : Documents contractuels**

Le marché est constitué par les documents contractuels précisés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ♦ **L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (annexe A)** dument complétés, datés, signés par le titulaire ou la personne ayant le pouvoir d'engager sa signature et accepté par l'administration
- ♦ **Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P)** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ♦ **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.)** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services - arrêté du 30 mars 2021, disponible sur Internet à l'adresse suivante: [www.economie.gouv.fr/daj/Cahier-desClauses-Administratives-Generales](http://www.economie.gouv.fr/daj/Cahier-desClauses-Administratives-Generales);
- ♦ Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Sauf erreur manifeste, ces documents prévalent dans l'ordre susmentionné en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'administration et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents échangés entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché, ne pourra s'intégrer dans les clauses contractuelles. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, de vente, de facturation et de celles énoncées dans les documents commerciaux.

## **Article 2 : Dispositions générales**

### **2.1 Mode de passation :**

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique. Le marché est sans montant minimum et avec un maximum de 143 000,00 € HT. Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

La consultation n'est pas allotie et donnera lieu à l'attribution d'un marché à un titulaire unique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

La date du début d'exécution du marché est fixée au **16 janvier 2026.**

### **2.2 Durée du marché :**

Le marché est souscrit pour une période de douze (12) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée *supra*. Il est renouvelable trois (3) fois douze (12) mois par tacite reconduction pour une durée totale ne pouvant excéder quarante-huit (48) mois.

En cas de décision de non reconduction, le titulaire du marché en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception avec un préavis de deux (2) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

## 2.3 Lieux d'exécution

Les prestations s'exécuteront au profit du personnel du Ministère des Armées et du personnel hors défense travaillant ou fréquentant les sites suivants :

- Centre de Loisirs la Naïade à Toulon ;
- PEM de Saint-Mandrier ;
- BAN de Hyères ;
- 54<sup>ème</sup> RA à Hyères.

L'établissement mobile sera positionné sur quatre (4) emplacements ; un (1) emplacement par site. Les emplacements seront communiqués via un bon de commande.

Ces emplacements seront mis à disposition gracieusement par le Cercle de la Base de Défense de Toulon uniquement lors de la durée de la prestation.

## 2.4 Prestations demandées

Dans le cadre du présent marché, la prestation demandée concerne la révision du matériel des usagers, à savoir :

- Vérification, réglage des freins, dérailleur et direction ;
- Dévoilage des roues ;
- Correction pression des pneus ;
- Vérification des pièces d'usure
- Serrage de l'ensemble des périphériques ;
- Vérification et réglage des jeux de direction et boitier pédalier ;
- Réglage de selle et ergonomie des leviers de commande du cintre.

Le titulaire pourra, au cours de la révision des vélos des usagers, établir un devis relatif aux réparations à effectuer. Ces réparations ne sont pas prises en charge par le Cercle.

## 2.5 Obligation du titulaire du marché

Le titulaire du marché s'engage à :

- effectuer les préparatifs indispensables à la mise en place des prestations ;

Dans tous les cas, le titulaire est tenu de fournir dès la notification du marché l'identité des chauffeurs et l'immatriculation des véhicules prévus pour accéder aux sites susnommés.

Il devra également :

- maintenir les espaces en constant état de propreté ;
- assurer le rangement des matériels ;
- améliorer de façon permanente la qualité du service rendu ;
- signaler à la personne publique, dès qu'il en a connaissance, tout évènement risquant d'entraîner des dégradations aux locaux et matériels. A défaut, il en sera tenu responsable ;
- faire son affaire personnelle de tous risques et litiges, de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il demeure seul responsable vis-à-vis de l'Etat, des tiers et usagers, de tous accidents, dégâts ou dommages ;
- remettre en l'état les espaces et installations initialement confiés s'il s'avère, lors des inventaires contradictoires, que ceux-ci aient subis des dégradations causées par sa négligence ;
- développer une pratique partenariale favorisant une exécution harmonieuse du marché ;
- prendre connaissance et appliquer les dispositions prises dans le domaine de la protection, dont :

1/l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'état dans les contrats,

2/l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SSD du 09 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale.

## 2.6 Cession du contrat et subdélégation

Aucune cession de délégation partielle ou totale, aucun changement de titulaire ne peut avoir lieu, sous peine de nullité et résiliation du marché aux torts du titulaire, sans l'autorisation préalable du directeur du cercle de la base de défense de Toulon.

De même, pour tout renfort de personnel, les formalités sont identiques.

## 2.7 Contrôle des prestations

Le gérant ou le directeur délégué de chaque site, ou son représentant, contrôle les prestations du titulaire du marché.

A cet effet, le titulaire fournit sur demande de l'administration, tous les renseignements et documents nécessaires à l'exercice de sa fonction ainsi que le nombre d'utilisateurs ayant bénéficié de la prestation.

# **Article 3 : Dispositions liées à l'activité**

## 3.1 Horaires d'ouverture de l'établissement mobile

Les jours et horaires d'ouverture seront de :

- Deux (2) journées par période de prestation sur la BAN de Hyères de 8h30 à 12h30 et de 13h00 à 15h00,
- Une (1) journée par période de prestation au 54<sup>ème</sup> RA de Hyères de 8h30 à 12h30 et de 13h00 à 15h00,
- Deux (2) journées consécutives par période de prestation sur le PEM de Saint-Mandrier de 8h30 à 12h30 et de 13h00 à 15h00,
- Trois (3) journées consécutives par période de prestation sur le Centre de Loisirs la Naïade à Toulon de 8h30 à 12h30 et de 13h00 à 15h00,

Soit un total de quarante-huit (48) heures par période de prestation.

Selon la fréquentation constatée lors de l'exécution de la première période, le calendrier sera susceptible d'être modifié.

Toute modification devra être approuvée par le Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon et le titulaire du marché.

## 3.2 Période de prestations

Les campagnes de révision se dérouleront en deux périodes de huit (8) jours:

- la première au printemps ;
- La deuxième à l'automne.

Les dates précises de début de chaque prestation seront notifiées lors de la transmission des bons de commande.

## 3.3 Délais d'exécution de l'activité

Le titulaire devra être en mesure de débiter l'activité décrite dans le présent cahier des charges, **au printemps 2026.**

La date de lancement de l'activité sera indiquée dans le bon de commande initié par le bureau des achats publics du Cercle de la Base de Défense de Toulon. Le bon de commande sera transmis au titulaire au minimum une (1) semaine avant le début de la prestation. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un éventuel retard de début d'activité.

## 3.4 Obligation de résultat

Le titulaire devra effectuer les révisions, aux heures demandées conformément au bon de commande validé. Il ne pourra se prévaloir de ne pas pouvoir assurer le service à ce titre.

### 3.5 Assurance

Le titulaire est responsable des dommages que son activité pourrait causer directement ou indirectement à l'égard de son personnel, aux tiers, aux usagers, à la personne publique, à ses biens et aux biens appartenant à l'Etat.

Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation.

A ce titre, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent contrat.

Il souscrira également les polices d'assurance nécessaires contre tout dommage causé à l'Etat et aux biens confiés, couvrant notamment les sinistres tels que, dégâts des eaux et incendie, explosion, foudre, inondation, intempéries, ainsi que les dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Il s'engage à remettre à la personne publique une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'administration de toute modification de son contrat d'assurance.

Il fera parvenir au concédant une attestation d'assurance à chaque renouvellement de celle-ci.

### 3.6 Dispositions relatives au titulaire du marché et à son personnel

Pour permettre l'accès au site et à la circulation du personnel dans l'enceinte des sites sus nommés, un contrôle primaire de sûreté sera effectué pour chaque candidat lors du recrutement. Il en sera de même pour son personnel. **A ce titre, le formulaire CPR « Contrôle primaire » sera renseigné et signé. Il devra obligatoirement nous être renvoyé.** Le titulaire s'engage à employer du personnel ayant satisfait au contrôle primaire de sûreté nécessaire aux habilitations.

La procédure administrative nécessaire aux habilitations est conduite conformément aux règles en vigueur.

La perte de l'habilitation en cours d'exécution du marché entraînera sa résiliation, sans préavis et sans aucune indemnité.

## **Article 4 : Dispositions financières**

### 4.1 Rémunération du titulaire du marché

Les prestations relatives à la révision du matériel seront financées sur les fonds propres du Cercle de la Base de Défense de Toulon et conformément aux prix inscrits au Bordereau de Prix Forfaitaires (Annexe A) au présent marché.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de trente (30) jours après la date de réception de la facture.

Les prestations relatives aux réparations éventuellement réalisées sur place seront financées directement par les usagers.

L'encaissement des fonds (recettes), leur conservation et leur transport se font sous l'unique responsabilité du titulaire du marché.

### 4.2 Forme des prix

Les prix des prestations sont forfaitaires, définitifs et révisables. Ils sont détaillés dans le bordereau de prix annexés à l'acte d'engagement (Annexe A). Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, éco participatives ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au transport, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il est fait application du taux réglementaire en vigueur au moment de la commande en cas de variation de la TVA.

#### **4.3 Variation des prix**

Les prix sont révisibles par ajustement à la date anniversaire du début d'exécution du marché une fois par an.

L'ajustement des prix est effectué par référence au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement (Annexe A) selon les conditions fixées aux articles 4.4 et 4.5 *infra*.

Chaque nouveau prix accepté par le pouvoir adjudicateur sera considéré comme le prix contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à communiquer, par courriel au bureau achats publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau bordereau de prix avec les tarifs applicables sous un préavis de deux (2) mois avant la date anniversaire du début d'exécution. Toutefois, si ce délai n'était pas respecté, l'application des nouveaux tarifs ne sera effective qu'à la suite de la réception du mail ou du courrier relatif aux changements de tarifs.

En aucun cas de nouveaux tarifs ne seront appliqués sans communication des nouveaux tarifs et sans accord du pouvoir adjudicateur.

#### **4.4 Clause butoir**

Les prix initiaux mentionnés dans l'Annexe A de l'acte d'engagement sont ajustables sous conditions.

La révision de prix sera soumise à l'approbation explicite du pouvoir adjudicateur seulement si elle conduit à une hausse des tarifs supérieure à 2,5%. La révision se fait à la hausse comme à la baisse. Dans tous les cas, des justificatifs seront fournis à l'administration par le titulaire.

#### **4.5 Clause de sauvegarde**

Si l'évolution des prix conduit à une augmentation de prix supérieure à 3% par an, la personne publique décidera, après négociation, de poursuivre ou de résilier la partie non exécutée du marché.

En cas de résiliation, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur dispose de trente (30) jours calendaires à compter de la réception des nouveaux prix pour notifier au titulaire son souhait de mettre un terme au marché.

### **Article 5 : Avance**

Une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles L2191-2 et R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire a la possibilité de renoncer à l'avance comme prévu à l'acte d'engagement et ce, conformément aux dispositions de l'article R2191-5 du code de la commande publique.

### **Article 6 : Mode de règlement**

#### **Article 6.1 Modalités d'établissement de la facture**

Les factures doivent être réalisées par commande (une facture par bon de commande).

Chaque facture comporte obligatoirement :

- La raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- L'adresse commerciale ;
- Le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Le numéro d'identification SIRET ;
- La désignation et le numéro du compte à créditer ;
- Le numéro, la date du marché ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;

- La référence du bon de commande ;
- La date de facturation ;
- La date de réalisation des prestations de service ;
- La désignation des prestations ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant global des taxes ;
- Le montant TTC à payer ;
- Le RIB.

En cas de litige relatif au montant des factures, le Cercle de la Base de Défense de Toulon dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception de la facture pour notifier ses observations.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à établir un avoir.

## Article 6.2 Transmission des factures par voie dématérialisées

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée par voie dématérialisée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le titulaire enverra sa facture par courriel directement au bureau achats publics du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

La transmission des factures par voie postale est interdite.

Le titulaire est payé par virement sous trente (30) jours.

## Article 6.3 Délai global de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de trente (30) jours après la date :

- De réception de la facture, si les prestations sont admises sans réserve ;
- De l'admission sans réserve des prestations si la date de réception de la facture est antérieure.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui faisant connaître les raisons qui, de son fait, s'opposent au paiement et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la justification demandée, un nouveau délai global est ouvert. Il est égal au solde restant à courir à la date de suspension.

## Article 6.4 Intérêts moratoires

Lorsque le dépassement du délai n'est pas causé par la personne publique contractante ou le comptable de l'Etat au sens de l'article R2192-27 du code de la commande publique, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ouvre au titulaire le droit à paiement d'intérêts moratoires calculés selon les termes de l'article R2192-31 du code de la commande publique.

## Article 6.5 Nantissement

Le nantissement ou la cession de créance s'applique conformément aux dispositions de l'article L2191-8 du code de la commande publique.



## **Article 7 : Droit – Langue – Monnaie**

Le présent marché est régi par le droit français.

La langue en vigueur pour tout échange à son propos est la langue française.

L'unité monétaire de règlement du présent marché est l'euro.

## **Article 8 : Sous-traitance :**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit utiliser l'acte spécial de sous-traitance dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour le nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant, et agréé les conditions de paiement.

## **Article 9 : Pénalité / résiliation**

### **9.1 Pénalité**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont exigibles dès le premier euro. Elles sont applicables sans mise en demeure préalable, exception faite des pénalités consécutives à la non présentation des pièces administratives. Les pénalités sont cumulatives et non plafonnées.

En cas de non-respect des dispositions du présent marché, les sanctions pécuniaires suivantes pourront être appliquées par décision du directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

#### ***9.1.1 Pénalité pour absence de service***

En cas d'absence de service non justifié et si la prestation n'est pas honorée *a posteriori*, la pénalité prévue est de mille cinq cents euros (1 500,00 €) pour chaque jour d'absence.

#### ***9.1.2 Pénalités pour retard de présentation des pièces administratives***

En cas de dépassement du délai de présentation des pièces administratives, la pénalité prévue est de quinze (15) euros par jour de retard.

#### ***9.1.3 Exonération des pénalités***

Le titulaire du marché peut demander à l'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, la levée de toute sanction dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du décompte de pénalités. Il produit tout document utile permettant de justifier le non-respect de ces obligations.

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du courrier du titulaire l'administration l'informe de sa décision de maintenir ou de lever la sanction.

### **9.2 Résiliation**

Seule la personne publique peut, de plein droit, mettre fin au présent marché en cas de manquement avéré du titulaire à ses obligations prévues dans le présent document.

Cette disposition sera précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours calendaires.

Elle sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception.

Le présent marché sera automatiquement résilié, de plein droit, sans aucun préavis, ni formalité et sans aucune indemnité dans les éventuels cas suivants :

- Cessation de paiement ;
- Liquidation judiciaire ;
- Absence prolongée du titulaire du marché
- Infraction à la législation, fiscale et au code de travail ;
- Perte de l'habilitation quant à l'accès au site (article 3.6 du présent CCAP) ;

A cet effet, le titulaire du marché fournit semestriellement les attestations fiscales, à jour, ainsi que tous les documents relatifs à ses obligations découlant du Code de travail, notamment les attestations d'URSSAF précisant qu'il est à jour de ses obligations patronales.

Il affirme qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique.

En cas d'infraction à la législation fiscale, le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon peut prononcer la déchéance du titulaire et organiser la mise en régie à ses frais et risques exclusifs.

Outre les mesures prévues à l'article 6.2, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du titulaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose. Sauf en cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront exclusives au titulaire du marché, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 9.3 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

Le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon peut, à tout moment, résilier le présent marché suite à une décision de la tutelle du concédant remettant en cause l'avenir (fusion, dissolution, cessation d'activité, changement de statut, etc....) de l'établissement public administratif (EPA CBdDT) ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation du marché ne donnera lieu à aucune indemnisation.

### 9.4 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent seront applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de la société du titulaire du marché.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire sera notifié au directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon. Il en sera de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de ce marché.

En cas de redressement judiciaire, le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon adressera au mandataire judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de réponse négative ou en absence de réponse dans le délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée de plein droit.

La résiliation prendra effet à la date de la décision du mandataire judiciaire ou du titulaire du marché de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai précité. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée de plein droit à la date de prise d'effet du jugement.

## **Article 10 : Règlement général de protection des données**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire du marché déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

## **Article 11 : Clauses administratives diverses**

### **11.1 Personnes habilitées**

L'autorité signataire du marché est le Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

### **11.2 Respect du droit du travail**

L'article L. 8222-6 du code du travail s'applique :

« Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent du premier alinéa et du troisième alinéa du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3 ».

### **11.3 Prestations supplémentaires éventuelles**

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

### **11.4 Tribunaux compétents**

Le présent contrat est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Pour le présent marché, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif seront soumis au tribunal administratif de Toulon.